

AU SECOURS SIMONE ! COMMENT REPRENDRE LE POUVOIR ?

**COMPRENDRE ET COMBATTRE
LES MÉCANISMES DE DOMINATION -**



**ATELIERS CITOYENS - HIVER 2024/25
SERVICE JEUNESSE DE LA VILLE DE ROUEN -**

Journalistes

Abraham Bekkay, Belkacem Benarab,
Farouk Benarab, Soukaïna El Mahi,
Ulysse Hervé, Nesrine Ibaouene,
Neila Lamouri, Shayma Louiza,
Nasri Malide, Alya Otayek ,
Louis Charles, Linda Marzoug.

Danseuses:

Roughiyetou Niang, Sara Shmakhi,
Selma Seghrouchni Idriss,
Diewo N'Diaye, Adama Gadiaga,
Eugenie Mouto, Paris Kouroumla,
Armelina Youbou Blanche,
Kelvia paim Venancio,
Malia Desmoucelles.

Comédiens·nes:

Merdie Makombo, myriam
Makombo, Ishak Frarema, Sarah
Kouyate, Japhet Matangi, Fatoumata
Diaby, Oumaima Rimchi, Winner
Nsiku Lusambulu, Elyne Ba

Direction du projet

Pascale Estrade (Manager proximité,
coordinateur.trice projets, actions 11-
18 ans Service Jeunesse)

Journalistes

Naiké Desquesnes et Mathieu Brier
(L'Atelier des enquêtes)

Mise en scène

Carine Piazz (Compagnie KonfisKé(e))

Chorégraphie

Sarah Laredo

Accompagnement du projet

Frédéric Le Méhauté, Sabrina
Lorenzini, Alice Gilles
(animateur·rice socio-éducatif et
culturel)

Mise en page du journal mémoire

Amel Sabbah

En collaboration avec **l'Etincelle**,
théâtre de la ville.

La restitution « Au secours Simone »
a eu lieu le vendredi 21 février à
19h00 à la Chapelle St Louis.

L'Atelier des Enquêtes propose des
interventions d'éducation populaire
aux médias et à l'information pour
tous les publics - <https://atelierdesenquetes.org/>

La Compagnie KonfisKé(e)
développe régulièrement des projets
avec de jeunes publics - <https://compagniekonfiskee.com>

Ce journal-mémoire et ce projet
interdisciplinaire ont pu voir le jour
grâce au Fond Interministériel de
Prévention de la Délinquance et de
la radicalisation.



EDITO

Thibaut Drouet,
conseiller municipal
délégué à la Jeunesse

Pour le service jeunesse accueillant principalement des jeunes de milieux populaires et racisés, il semble évident de travailler sur des projets leur permettant de comprendre politiquement le monde dans lequel ils grandissent. Dans le cadre de nos actions citoyennes, nous touchons durant chaque vacances scolaire de l'année environ 300 jeunes de 11 à 20 ans. En 2025-2026, ce sont pas moins de 30 participant·es qui ont interrogé la place des mécanismes de domination à l'œuvre dans notre société. Certains d'entre eux ont choisi d'être "journalistes enquêteurs". À partir de leurs interviews ils ont fourni la matière nécessaire à une création théâtrale. Celles et ceux qui ont choisi les ateliers de théâtre et de danse sont venus enrichir et mettre en corps le sujet.

Le financement FIPDR nous a ainsi permis de s'associer à des professionnelles telles que des journalistes et animateurs média, une metteuse en scène et une chorégraphe. Pour les participant·es ce projet a été une véritable opportunité pour rencontrer des "experts", s'interroger, s'exprimer, débattre et faire évoluer leurs représentations.

Quand je vois la qualité des échanges avec les jeunes, leur niveau de maturité, quand je vois également la fierté des familles et des jeunes lors du spectacle final, je comprends pourquoi ces projets sont essentiels et je remercie l'équipe du service jeunesse pour son travail et son engagement.

(SE) POSER DES QUESTIONS : UN GESTE DE JOURNALISME ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

"Xavier Mathieu, on entend votre colère, mais est-ce que vous lancez un appel au calme ?" Né durant le conflit social lié aux licenciements à Continental en 2009, l'affrontement télévisuel entre David Pujadas et le syndicaliste Xavier Mathieu est devenu un classique de l'étude critique des médias.

À Rouen ce 23 décembre 2024, l'extrait vidéo grésille dans l'enceinte. La dizaine de jeunes venus des quartiers jusqu'au centre-ville regardent avec attention l'extrait vidéo projeté sur le mur d'une salle municipale. "Les mécanismes de domination", c'est le thème de l'« atelier citoyen » organisé cette année par le service jeunesse de la ville de Rouen.

Face au journaliste, le délégué syndical des « Contis » rétorque : « *Je lance rien du tout. Les gens sont en colère et la colère il faut qu'elle s'exprime.* » David Pujadas lui demande avec insistance de formuler des regrets quant aux violences qui ont pu avoir lieu les jours précédents.

- *De quelle domination parle-t-on ici ?*
- *Du monde de la finance et de l'économie,* répond un participant.
- *Le patron, il a pas le choix, il doit licencier s'il veut que son entreprise survive,* exprime une autre.

Le débat prend, l'intervenante rappelle ce qu'est un "système" de domination. Un jeune homme demande : « *Mais vous madame, vous pensez que la société française est patriarcale ?* »

En plein cœur des vacances de Noël, il fait froid dehors mais ça bouillonne dans les têtes. Cette journée inaugurale, composée de plusieurs ateliers d'éducation populaire, fait petit à petit émerger des expériences intimes de discriminations et d'injustices, des définitions communes afin de commencer à tracer les pistes de ce qui peut nous aider à sortir de ces mécanismes. Les concepts sont compliqués : sexism, capitalisme, colonisation... Mais le vécu aide à y voir plus clair : « Discrimination raciste. Dire : "T'es venue en bateau, toi" » peut-on lire sur un papier transmis par un jeune lors de la séance. Une belle mise en jambe pour se saisir du sujet selon un principe qui tient à cœur à l'Atelier des enquêtes : ne pas arriver avec toutes les réponses, valoriser les pratiques médiatiques et les connaissances des participant-es, se questionner ensemble sur la marche du monde.



Pour les deux jours qui suivent, celles et ceux qui ont choisi l'option "journalisme", vont participer à des ateliers d'"introduction à la pratique de l'interview" afin d'interroger des "expert·es et des militant·es locaux spécialisé·es sur la lutte contre les discriminations". Après une introduction au paysage médiatique et quelques outils pour affiner un regard affûté sur la fabrique de l'information (et celle de l'interview), suivie de quelques temps consacrés à la déontologie (*"l'information n'est pas neutre!"* s'exclame un participant) - devoirs du journaliste et droits des personnes interviewées - des binômes se forment : distribution des enregistreurs, des casques, préparation des grilles d'entretien, recherche internet sur nos expert·es. Opération réussie, on n'a plus qu'à se lancer. Trois jours plus tard, 13 interviews auront été réalisées, et 9 « interviews mutuels » entre jeunes auront permis de collecter du vécu intime comme premier support documentaire. Une matière riche et complexe transmise à la réalisatrice Carine Piazzzi afin qu'elle transforme tout ça en une pièce de théâtre. Bon courage...

Naïké Desquesnes et Mathieu Brier pour l'Atelier des Enquêtes

PAS DE BRUITS EN COULISSE !

21 février 2025. C'est le grand soir. L'excitation est palpable. "*Je suis stressée car il y aura ma mère*" confie Kelvia, 11 ans. Les parents viennent de l'autre bout de la ville, peu habitué-es aux salles de théâtre, prennent parfois plusieurs bus pour arriver. Avant l'ouverture des portes, la metteuse en scène et la chorégraphe réunissent les jeunes artistes sur le plateau. "*On est très fières de vous. On a fait un travail de malade mental en 4 jours ! Donnez-vous à fond ! Soyez-vous même. Et, on compte sur vous : pas de bruit en coulisse !*".

La salle se remplit, le noir se fait. "*Au secours Simone ! Comment reprendre le pouvoir ?*", les lettres s'inscrivent sur le fond de scène. Les tableaux dansés succèdent à des scénettes théâtrales. Lumières projetées sur les jeunes en habits de tous les jours. Ils clament leurs histoires personnelles puis tournent leurs voix vers les micros : les voilà journalistes pour reconstituer un micro-trottoir ou une interview avec un-e expert-e qui raconte les "dominations", proposant définitions, analyses et expériences personnelles. La police, la justice, les discriminations liées au port du voile, au quartier, à la classe ou à la race sociale, le sexism, tout y passe ! Une jeune fille apprend que sa grand-mère, récemment décédée, était militante au Planning familial. Et c'est parti pour une recherche sur le mouvement, de ses origines et à ses revendications plus récentes. L'avortement, le libre choix de disposer de son corps, le consentement. Hop, le noir se fait et les danseuses arrivent. Elles ondulent, alternent mouvements de danse contemporaine et influences de rythmes empruntés à leurs clips préférés. "*J'ai découvert la danse contemporaine. Tu peux faire tous les mouvements que tu veux. C'est plus libre !*" me dira Adama à l'issue du spectacle. "*Ce que je retiens ? Les rencontres avec les copines !*"

Les danseuses se figent sur des chaises avant de les brandir en rythmes saccadés. La scène devient barricade et les voix disent "*non !*". Les comédien·nes en herbe ont travaillé, le ton est là, on sent que derrière les mots le vécu personnel n'est pas loin. Tableau final : les 30 jeunes lèvent le poing ensemble, c'est une génération entière qui, consciente des mécanismes, n'est pas prête à se laisser faire.

Naïké Desquesnes

TROIS QUESTIONS À LA METTEUSE EN SCÈNE CARINE PIAZZI ET À LA CHORÉGRAPHE SARAH LAREDO

Peux-tu nous décrire le processus de création avec les jeunes ?

Carine Piazzzi : Pour la création de « *Au secours Simone !* » j'ai fait le choix de mettre en valeur la richesse de la parole documentaire. Que cette parole soit portée par les expert·es ou par les jeunes, c'est ce verbatim brut qui constitue le corps du spectacle. Il a fallu ensuite tracer une ligne dramaturgique. Quelle histoire raconter pour faire théâtre ? J'ai tiré la ligne du réel en plaçant au centre de mon histoire un groupe de jeunes gens qui proposent à leur professeur de mener « une enquête » et de se questionner sur les dominations structurelles de la société suite à la discrimination subie par l'un d'entre eux. Pour donner à entendre les révoltes, les luttes, les rêves qui traversent les jeunes d'aujourd'hui.

Sarah Laredo : Nous avions dédié les matinées aux ateliers de pratique en donnant la part belle à la découverte de l'improvisation, en recherchant les différentes qualités de corps. L'après-midi, nous nous attachions au sens pour relier la composition chorégraphique à l'écrit de la pièce.

Dans l'élaboration de cette création, qu'est-ce qui t'a particulièrement touché ?

C.P : C'était très émouvant pour moi de voir les jeunes réaliser que leur parole avait un poids, que les rêves, les espoirs et les luttes qui les traversent rejoignent la parole de penseurs, sociologues, politiques et philosophes qu'ils et elles ont interviewés. Les faire travailler sur les paroles récoltées par d'autres et prononcées par d'autres, ça a amené une prise de conscience. Ça réveille ! Je les ai vu « prendre le pouvoir » sur leurs expériences.

S.L : Malgré leur jeune âge (12 ans en moyenne), elles ont su s'approprier la création rapidement, fortés de propositions et d'initiatives. J'ai découvert des personnalités bien trempées, mûres sur beaucoup d'aspects (de par leurs expériences respectives, leur réflexion, mais aussi la compréhension du geste, l'interprétation du mouvement dansé). Le couplage au théâtre a été très constructif, la symbiose des deux disciplines, les deux façons de traiter un même sujet et se fondre en une voix.

Un souvenir, une anecdote, une remarque ?

C.P : Une des jeunes filles qui m'a dit : « *mais en fait, le théâtre, c'est du boulot !* »

Naïké Desquesnes

Carine Piazzì est comédienne et metteuse en scène. En 2020 elle crée la compagnie KonfisKé(e). Elle s'intéresse aux nouvelles écritures contemporaines et prépare un spectacle jeune public pour mars 2026.

Sarah Laredo a codirigé la Maison de la Culture et de la Danse de Douala de 2017 à 2022 et monté la compagnie Remissis au Cameroun. Elle utilise la création chorégraphique comme outil de développement personnel et social.



**« Être une fille,
c'est cardio.
C'est bien mais
il faut être forte
mentalement »**

Shayma

« CONTINUONS À DÉFENDRE LE DROIT À L'AVORTEMENT, AU NOM DU DROIT À CHOISIR CE QUI EST LE MIEUX POUR NOUS »

Marianne Lainé, médecin généraliste
et fondatrice de l'institut Simone Veil à Rouen

« On fête cette année les 50 ans de la dé penalisation de l'avortement, mais les études montrent qu'il y a encore beaucoup de difficultés d'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) ! L'IVG, qui consiste à prendre deux médicaments à 24-48h d'intervalle ou à une rapide intervention instrumentale pour stopper une grossesse doit continuer à être défendue. Au nom du droit des femmes à choisir ce qui est le mieux pour elles. 47 hôpitaux qui pratiquaient les avortements ont fermé en France ces dernières années, Internet ne donne pas toujours de bonnes informations, certains professionnels manquent de formation spécifique, ce qui fait que les prises en charge sont parfois tardives. Attendre un rendez-vous durant des jours et des jours alors qu'on a prise la décision d'arrêter une grossesse, c'est une torture ! Sans oublier que plus on appartient à des catégories sociales défavorisées ou que l'on a des difficultés de compréhension, moins on a accès à nos droits.

Un lieu unique pour accompagner les femmes

L'institut Simone Veil, que j'ai fondé en 2021, propose justement de regrouper des professionnel·les qualifié·es en un lieu clairement identifié, et tout est pris en charge. Il faut donc que l'État maintienne dans les hôpitaux des espaces pour l'accompagnement à l'avortement, tout comme il faut qu'il censure les sites Internet anti-IVG qui arrivent toujours en tête de liste quand on fait une recherche. Bien sûr, les obstacles à l'accès à l'avortement sont aussi socio-culturels. Le patriarcat ne nous aide pas ! Les femmes ont parfois peur de dire à leurs conjoints qu'elles sont enceintes par crainte de ne pouvoir choisir librement. Parfois ça cristallise des violences verbales ou psychiques et lorsqu'il y a désaccord dans le couple, on s'organise pour recevoir la patiente seule. Les religions n'ont pas toujours une bonne influence non plus. J'ai pratiqué des IVG à des femmes catholiques très pratiquantes, qui allaient à la messe tous les dimanches, qui pensaient que ça ne leur arriverait jamais ! Elles portaient une culpabilité terrible. Dans le culte musulman, l'IVG doit être faite avant 49 jours donc c'est une difficulté supplémentaire. Au-delà des

religions, et pour toutes les classes sociales, il y a la pression à être une femme sans reproche qui fait qu'on n'ose pas en parler à nos mères. On le vit comme un échec avec cette voix dans notre tête qui nous dit : "c'est grave je n'ai pas réussi à contrôler ma fertilité".

Non, le fœtus n'est pas un enfant

Dire que l'avortement équivaut à un homicide, comme l'a prétendu le Pape il n'y a pas si longtemps en accusant les médecins d'être des criminels, ou comme l'a raconté un documentaire diffusé à la télé récemment, c'est affreux. On m'a déjà accusé de tuer des bébés. Rappelons qu'il y a une différence fondamentale entre un fœtus et un enfant. Face à des propos aussi gravissimes, c'est pour cela qu'il est très important que le droit à l'avortement soit inscrit dans la Constitution en France. »

Propos recueillis par Farouk Benarab et Belkacem Benarab.



Marianne Lainé a travaillé pendant 30 ans à la maternité publique du Belvédère. En 2005, elle a commencé à pratiquer des IVG médicamenteuses dans son cabinet de médecin à Rouen. Elle est formatrice pour la pratique des IVG médicamenteuses auprès des médecins de ville. En 2021, elle a fondé l'*Institut médical Simone Veil*.

« LA BASE, C'EST L'ÉDUCATION : SI ON NOMME LES CHOSES, ON LES REND VISIBLES »

Samantha Faubert, conseillère conjugale et familiale au Planning Familial.

« Je fais de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle. Ça veut dire que je fais aussi beaucoup de la prévention contre les violences, parce qu'on part du principe qu'à partir du moment où les personnes sont informées, elles vont pouvoir identifier quand il leur arrive quelque chose qui n'est pas normal. Et trouver leurs ressources pour pouvoir aller en parler.

Ne pas mettre les garçons et les filles dans des cases

Je crois énormément à l'éducation. Je pense que c'est la base. Quand on nomme les choses, on les rend déjà visibles. De connaître des chiffres, de réfléchir à ce que ça représente. De comprendre qu'est-ce qu'une personne transgenre vit tous les jours de sa vie, en terme de discrimination. J'ai tout le temps des questions sur la transidentité dans mes interventions scolaires, et quand on explique à quelqu'un comment ça fonctionne, comment on met les gens dans les cases dès la naissance. J'explique comment il y a des personnes qui ne se reconnaissent pas dans cette catégorisation binaire homme-femme, ou qui ont été catégorisées parce qu'ils ont une vulve ou un pénis, mais qu'en fait, ce qu'ils ont entre les jambes, c'est pas ça qui est le plus important, c'est comment ils se sentent dans leur tête. Quand on explique ça aux gens, ils comprennent, et effectivement, ils se disent, quel est le problème que cette personne s'identifie homme ou femme ? Je crois fort dans le fait de nommer les choses, de les dire, de pouvoir donner des idées de ce que ça veut dire dans la vie des gens. Parce qu'il y a beaucoup de discriminations qui sont basées sur la méconnaissance. Moi, je défends une éducation non-genrée, où on ne met pas les gens dans des cases. Je ne veux pas qu'on dise que, parce que tu es une

fille, alors tu vas devoir t'habiller comme ça, être sage, t'occuper de tes frères et soeurs. Et que si tu es un garçon, alors tu ne dois pas pleurer, ne pas exprimer tes émotions. Si tu n'as pas le droit de dire quand tu vas pas bien, à un moment, ça explose, et ça s'exprime par la violence ! Mais, changer les normes genrées, c'est compliqué.

Des sites pornographiques sexistes et racistes

Apporter des réponses aux questions, sur le sujet de la sexualité, c'est primordial aussi parce que l'autre source d'information, c'est internet. Il y a plein de sites supers, des comptes sur les réseaux sociaux très bien fait, mais il y a aussi beaucoup de sources qui font obstacle aux droits des minorités, aux droits des femmes, comme les informations diffusées par les groupes masculinistes. Les sites pornographiques sont un autre danger. Ils propagent non seulement des conceptions sexistes mais aussi racistes : on y voit des catégories comme la "femme noire", la "beurrette, ou l'"homme noir", ou l'"homme dominant". Ça montre des images où c'est l'homme qui domine, la femme qui se soumet, où les corps ne sont pas diversifiés comme la vie l'est. Les jeunes qui ne correspondent pas à ces normes de corps se sentent alors terriblement mal dans leur peau.

Propos recueillis par Abraham Bekkay et Nasri Malide

Samantha Faubert a d'abord été militante bénévole au planning familial de Caen. Le Planning Familial est une association qui existe depuis 1956, appelée à l'origine "Maternité Heureuse", pour accompagner les femmes dans leur désir ou non d'avoir des enfants. À l'époque, certaines contraceptions et l'avortement étaient interdits en France. À Rouen, le Planning Familial tourne grâce au travail de 6 salariées et de 27 adhérents et adhérentes. Une délégation de service public permet aussi à des médecins, des sage-femmes et des infirmières d'y proposer des consultations gratuites - pour des accompagnements à l'IVG, par exemple.
Planning Familial - 41 rue d'Elbeuf 76100 ROUEN -
02 35 73 28 23

« DES MAISONS POUR LES FEMMES QUI VEULENT QUITTER LEUR CONJOINT VIOLENT »

Alice Guibert, militante féministe pour l'organisation Nous Toutes Rouen

« En France, 94 000 femmes sont victimes de viols ou de tentatives de viols chaque année. Dans 9 cas sur 10, elles connaissaient l'auteur. C'est ça qui est important, plus que le chiffre. 1 personne sur 10, pas forcément femme, a été victime de violences sexistes et sexuelles durant son enfance. On se rend compte qu'il suffit de regarder autour de soi pour trouver une personne concernée. Et moi ? Oui, j'ai été victime de violences. Comme toutes les femmes que je rencontre. J'ai été battue par mon mari pendant 4 ans. Je suis partie, j'ai divorcé, j'ai réussi à tourner la page. Je n'ai pas porté plainte, chacune fait ce qui est bon pour soi. Et quand on détricote nos propres parcours personnels, on se demande si, vraiment, on a été consentante au premier rapport. Il y a cette pression de la société : finalement, peut-être que la personne a insisté toute la nuit, j'ai fini par céder, ce n'était pas consenti. Chez les jeunes de votre âge, ça ressort énormément. C'est ça aussi qui fait que moi j'ai envie de m'engager.

Travailler avec des hommes violents

Je pense qu'il faut s'occuper des auteurs de violence. Quand j'ai rejoint Nous Toutes, j'étais coordinatrice culturelle en prison. En milieu carcéral, je fréquentais des auteurs de féminicides, de viols. J'ai compris qu'il y avait un travail de pédagogie à faire. Les violences viennent du fait que les auteurs pensent que l'homme doit être viril, qu'il doit assumer son foyer, gagner plus d'argent. Je suis féministe et j'ai l'expérience de bien m'entendre en prison avec des hommes qui ont tué leurs femmes de 50 coups de couteau. Personne n'est tout noir ou tout blanc. Si le mécanisme n'a pas été déconstruit, la personne va recommencer, parce que c'est son schéma habituel. Pour moi, s'occuper des auteurs, ce n'est pas forcément une incarcération longue et exclusive. S'il n'y a

pas un réel investissement sur le sujet, il n'y aura pas de transformation. Un homme auteur, il ressortira, il fera d'autres victimes. Un plan de prévention sans budget, ça ne sert à rien. Dire qu'il faut faire de l'éducation sexuelle mais que ça ne soit pas appliqué dans la réalité des collèges, des lycées, ça ne sert à rien. S'il n'y a pas de maison pour les femmes qui veulent quitter un conjoint violent, tu peux mettre autant d'affiches et de spots publicitaires que tu veux, ça ne changera pas. L'espoir, pour moi, il partira vraiment du bas et des mobilisations citoyennes.

Les hommes alliés et l' « adelphité »

Être un allié, ce n'est pas seulement ne pas violer. Pour être des alliés, les hommes doivent montrer qu'ils ne se reconnaissent pas dans les stéréotypes de l'homme violent, macho, viril, jaloux, etc. Dans leur groupe de potes, c'est dire "*je ne te laisse pas dire ça*", "*je ne te laisse pas faire ça*". Ça veut dire prendre position. Dans la devise de la France, il y a le mot "Fraternité". C'est l'idée d'un lien fort d'amour et d'amitié entre frères - dans une définition qui dépasse les liens familiaux. Et bien, la sororité, c'est la même chose. Un nouveau concept est également né, l"*"adelphité"* pour que s'unissent les personnes quel que soit leurs genres. Aujourd'hui des femmes et des minorités de genre se soudent, se défendent ensemble, pour justement ne plus laisser passer certaines choses. »

Propos recueillis par Ulysse Hervé et Nesrine Ibaouene

Nous Toutes est d'abord une organisation fondée en 2017 pour organiser des marches pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Au fil des ans, des comités locaux ont été créés et les revendications et modes d'action se sont élargis. À Rouen, **Nous Toutes** s'est dernièrement mobilisée face au féminicide qui a eu lieu sur les Hauts-de-Rouen. Contact : noustoutesrouen@gmail.com



« ÉDUQUER TOUT LE MONDE À NE JAMAIS FORCER PERSONNE »

Sophie Lesens, sexothérapeute

« Je propose aux personnes qui viennent me voir de mieux connaître leurs corps. J'accueille des hommes et des femmes de tous les âges. Parce que oui, quand on a 70 ans, on a toujours une sexualité ! J'accompagne aussi des personnes handicapées dans leur vie intime et sexuelle, afin de les sortir de la marginalité.

Votre corps est précieux

Aux enfants et aux adolescent-es, j'explique que le corps est précieux. Qu'il faut savoir le garder, le protéger. C'est d'ailleurs pour cela que la virginité est encore très valorisée dans beaucoup d'endroits du monde. Aujourd'hui, si des jeunes adolescent-es veulent avoir des relations sexuelles, je ne vais pas leur dire de ne pas le faire. Je vais leur apprendre à savoir où est leur envie, leur désir, à savoir dire non. L'important, c'est d'être bien accompagné-e. Et donc, de ne pas donner son corps à n'importe qui ! J'ai déjà eu en consultation des parents qui



Sophie Lesens est sexothérapeute et cheffe de projet chez APF France handicap.

trouvaient que leur fille handicapée était trop gentille et qu'elle avait "le oui très facile". Ils avaient peur qu'elle se laisse faire. C'est pourquoi il faut éduquer tout le monde à ne jamais forcer personne. Même au sein des couples : si un mari force sa femme, ça s'appelle du viol. Si la femme au cours de l'acte sexuel n'a plus envie, le partenaire ne doit pas continuer - sinon, ça s'appelle du viol. J'y tiens beaucoup, car pour les anciennes générations, si la femme est mariée à l'homme, et que c'est pour la vie, elle doit céder à tous ses désirs.

Comprendre la violence qui est commise dans les agressions

Une des choses les plus difficiles que j'ai pu faire dans mon métier, c'est l'accompagnement de pédophiles. J'ai réalisé la force du désir de domination : pour faire leur thérapie, les pédophiles ont recours à une castration chimique afin qu'ils ne ressentent plus de désir pour des enfants. Mais le plaisir, s'il n'est plus celui de la pénétration, peut se transformer en plaisir de dominer. Dans mon travail, je dois essayer de faire réaliser à la personne qui a commis une ou plusieurs agressions sexuelles qu'elle a détruit quelqu'un jusqu'à la fin de sa vie. Quand on me demande comment j'ai vécu l'affaire des viols de Mazan, je dirais que j'ai eu envie qu'il existe un suivi thérapeutique pour que les 51 agresseurs condamnés se rendent comptent qu'ils ont détruit Gisèle Pélicot. Afin qu'ils culpabilisent et qu'ils comprennent la violence qu'ils ont commise. »

Propos recueillis par Shayma Louiza et Soukaina El Mahi

« C'EST DANS L'IMAGINAIRE COLLECTIF QUE LES MÉCANISMES DE DOMINATION SE NICHENT »

Nathy Fofana, militante afroféministe

« J'ai 27 ans, j'ai grandi à Paris. Je suis originaire de la Côte d'Ivoire et du Ghana, ma mère est arrivée en France en 1995, elle a juste le bac. Je viens d'une famille de femmes fortes, certaines institutrices. J'ai une grand-mère qui a été championne de rallye automobile. J'appartiens à la première génération née hors continent africain à avoir fait des études longues : j'ai fait un master en médias internationaux.

« Vous, les Noires, vous êtes trop moches »

J'ai su que j'étais noire très rapidement, à coup de petites remarques, des mots d'enfants. Des phrases sur mes cheveux, sur ma manière de m'exprimer. Je suis très foncée de peau, et le colorisme jouait beaucoup. Le colorisme, c'est la hiérarchisation des personnes en fonction de leur couleur de peau. C'est au collège que les filles noires se faisaient moquer, on n'était pas considérées comme attirantes, toujours dans ce prisme de relations hommes-femmes. À 12 ans, je savais déjà qu'il y avait une compétition implicite à plaire à la gente masculine et que moi, en tant que petite fille noire, je ne faisais pas partie de la compétition. C'est un garçon de 5e qui m'a dit un truc du style : « *vous, les Noires, vous êtes trop moches* ». Très violent. Tout le monde rigole et toi aussi tu rrigoles parce que tu ne sais pas comment te défendre. C'est là où j'ai eu ce déclencheur de me dire « *non, en fait, ça ne va pas se passer comme ça* ».

« On en parle, de ta calvitie ? »

Les mécanismes de domination, c'est insidieux, c'est des remarques, des comportements. Ce n'est jamais frontal. Enfin, si, il y a des racistes qui sont « frontal », qui vont dire, "*rentrez chez vous, bande de Noirs et d'Arabes*". Mais 90 % du temps, c'est insidieux. C'est, "*ah, mais vous...*" Et vous pouvez insérer n'importe quel type de phrase derrière. "Ah, mais je n'aurais jamais pensé que toi, tu aimes ça, toi". Et ça, ça travaille beaucoup plus. Lors d'un précédent boulot, je suis en réunion avec mon équipe, j'ai un afro ce jour-là, alors que la veille j'avais des tresses. Et là, en pleine réunion, mon responsable s'arrête et

dit « *Mais qu'est-ce que tu as fait, Nathy, à tes cheveux ?* » Et je n'ai rien dit. Je n'avais pas la capacité de dire... On en parle de ta calvitie ? Non, je ne pouvais pas dire ça ! Mais là, aujourd'hui, soyez-en sûres, les filles, je ne me laisse plus faire. Donc oui, je pense que c'est à nous aussi de prendre confiance en nous. Dites-vous, les filles, qu'on ne vole la place à personne. On est là parce qu'on le mérite. On est là parce qu'on a travaillé.

L'année dernière, quand je suis arrivée à mon premier jour d'embauche à l'ONG Quartier du monde, j'étais en sac à dos. Je n'ai même pas eu le temps de me présenter à ma future collègue, elle m'a direct orienté comme si je venais à la permanence pour les personnes réfugiées, et je me suis retrouvée assise à attendre là-bas. C'était une professionnelle, vous voyez, ce qui se pose comme question ici, c'est le référentiel et l'imaginaire. Ses bénéficiaires sont à 90 % des personnes racisées et elle ne m'a même pas laissé le temps de me présenter. Cette dame, au final, était adorable, elle n'est pas raciste puisqu'elle travaille avec des personnes réfugiées. Mais vous voyez où les mécanismes peuvent s'insérer ? Dans l'imaginaire collectif : pour elle, je ne pouvais pas être sa collègue. La majorité de l'équipe était blanche. Je ne pouvais pas être sa collègue.

Refuser d'être la gentille « bonne personne racisée »

Soi-disant, moi, je ferais partie des « bonnes personnes racisées » parce que je m'exprime bien, parce que je suis allée à l'école, parce que j'aime lire. Je coche toutes les cases de stéréotypes qui font de moi une bonne Noire, les mêmes que pour les bons Arabes, les bons Asiatiques, etc.

Ça m'a toujours perturbée de cocher les cases de la minorité qui passait. Du coup, ça m'a donné envie de m'engager. Je me suis renseignée sur le féminisme, je me suis rendue compte que dans beaucoup de mouvements féministes en Occident, on oubliait la question de la race. Sauf que moi, je ne pourrais jamais effacer que je suis Noire ! En France, le racisme structurel me touche : dans nos familles, on nous a toujours inculqué qu'il fallait qu'on en fasse deux à trois fois plus que les autres pour arriver au même point, chose que beaucoup d'entre nous ont fait. Et au final, est-ce que les personnes racisées qui ont tant bossé font partie aujourd'hui des personnes qui dirigent ? Est-ce qu'on est dans les médias ? Est-ce qu'on fait partie de ceux qui ont la possibilité de changer les choses ? Non, il y a un plafond de verre qui est réel.

Produire nous-même des infos

La parole dans l'espace public, elle est détenue par les mêmes. Je pense que c'est le vrai problème : comment les médias disent l'information et qui l'écoutent et comment c'est transmis. Je peux vous citer quelques noms de journalistes racisés, arabes, noirs ou asiatiques. Mais la parole, elle est encore

confisquée par les dominants. On ne donne la parole aux principaux concernés que quand il y a un drame. Pour des rixes entre jeunes, quand on va parler de féminicide, quand on va parler d'une émeute à Mayotte. Mais à part les drames, on ne nous entend pas. Je pense qu'il faut qu'on fasse l'information, qu'on façonne les discours, les imaginaires, nous aussi. Il faut qu'on arrive à se dire qu'on est aussi des producteurs de savoir. À partir du moment où j'ai compris ça, avec le livre « *Notre corps nous-mêmes* », ça a changé ma vie. J'étais légitime dans mon vécu, dans mes expériences, que c'était aussi un savoir. Ce n'est pas un savoir académique, c'est vrai. Le savoir du vécu, de la débrouille, de la transmission orale, de se dire les choses sur son corps, sur comment réagir ou pas face à la police. Et c'est aussi à nous, les personnes qui ont un peu de bagage culturel, de rendre les choses attrayantes. Concrètement, qui a envie de lire un pavé ? Personne, moi la première. Une vidéo bien présentée, avec une petite musique, qui me parle du conflit israélo-palestinien, ça va plus me marquer qu'un bouquin qui date des années 1980.

On veut tous la même chose, c'est d'être heureux

Je suis une femme noire, mais je suis aussi de confession musulmane et je suis souvent en collaboration avec des féministes musulmanes. On fait des ponts entre nous parce qu'on a besoin les unes des autres pour avancer. Quand je regarde la lutte féministe aujourd'hui, j'ai à cœur de croire qu'il y a la génération là, qui arrive, qui est beaucoup plus éveillée. Quand je parle avec des jeunes filles qui ont entre 14 et 18 ans, moi, je me rappelle de comment j'étais à 14 et 18 ans, j'avais déjà des bribes de certaines choses, mais je n'étais pas aussi consciente. Ça fait plaisir. Le taf qui a été fait avant par les aînées n'est pas perdu. Alors certes c'est important de parler des discriminations et que ce n'est pas normal et que c'est le système qui pose vraiment problème. Mais je pense aussi qu'il faut qu'on apprenne à se tenir la main. On veut tous la même chose, c'est d'être heureux.

Propos recueillis par Marissa Ribeiro, Linda Marzoug et Alyia Otayek Louis Charles

Nathy Fofana a co-écrit le manuel de santé féministe "Notre Corps, Nous-Mêmes", paru en 2020 chez Hors d'Atteinte. Elle travaille pour l'ONG Quartier du Monde dans le 20e arrondissement à Paris, comme médiatrice Empowerment Femmes. Elle se spécialise sur les questions de genre et de justice climatique en quartier populaire.

Thomas Cuvelier

Docteur sur les traumatismes
dus aux violences policières



« UNE PERSONNE LGBT DE COULEUR EST STIGMATISÉE NON SEULEMENT POUR SON IDENTITÉ, MAIS AUSSI POUR SES ORIGINES »

Morgane, bénévole au collectif rouennais Fiertés Colorées

« On est très fier·es d'organiser la marche des Fiertés à Rouen tous les ans. C'est l'autre manière de dire "la Pride". Ça se passe en juin, c'est un moment pour représenter, défendre nos identités, aussi diverses soient-elles. D'années en années, on voit que beaucoup de participant·es sont mineur·es. Iels n'ont pas peur de se montrer, de revendiquer qui iels sont. Le fait qu'iels soient impliqué·s, etc., ça donne du poids à nos demandes. Ça change le *game*. Sans les jeunes, on n'arriverait à rien !

Attaque sur le droit à l'IVG des personnes trans

Aujourd'hui, il y a une grosse montée de fascisme qui arrive, et pas qu'en France. Aux États-Unis, avec l'élection de Donald Trump, il y a un gros recul lié aux droits des femmes et des personnes trans dont l'accès aux soins spécifiques et au parcours de transition va être supprimé. Selon moi, l'une des luttes les plus importantes pour la communauté LGBT concerne l'IVG, l'interruption volontaire de grossesse. En France, un texte de défense de ce droit a été proposé qui incluait toutes les personnes. Puis, la proposition de modification de loi a changé la formule pour mettre "pour toutes les femmes". Mais il existe des hommes trans qui tombent enceints. Les hommes trans sont nés avec une identité assignée femmes, mais le genre dans lequel ils se reconnaissent est masculin. Ils peuvent quand même avoir une grossesse, et désirer ne pas poursuivre cette grossesse. Et on sait qu'il y a beaucoup de médecins qui vont refuser de prendre en charge les personnes trans, parce que comme elles ne sont pas mentionnées dans la loi, ils en ont le droit. Il faut aussi continuer à défendre le droit des personnes trans mineures à prendre des hormones, car il y a beaucoup de gens qui veulent interdire cette possibilité là. Alors que les femmes cisgenre vont prendre la pilule hormonale, parfois pour des questions qui ne concernent pas la contraception, et c'est autorisé, ça ne pose pas problème.



J'observe plusieurs dominations qui s'additionnent, comme la domination hétérosexuelle et cisgenre avec la domination blanche. Quand on est une personne LGBT de couleur, souvent, et même si on est Français, on est toujours stigmatisé par rapport à son origine en plus de son identité. Quant aux personnes étrangères, elles sont souvent obligées de quitter leur pays parce que ce n'est pas accepté. Une fois en France, elles sont encore stigmatisées.

Pasteurs homosexuels

Aux États-Unis, il existe des pasteurs LGBT, homosexuels par exemple. Je pense qu'il faudrait pouvoir concilier les deux. On peut être lesbienne, trans, homo, et croyant-es. On est là depuis toujours, nous ne sommes pas une nouveauté : arrêtez d'avoir peur de nous. Il faudrait organiser des temps d'échange entre communautés religieuses et communautés LGBT. Pour se connaître, se rassurer...

Propos recueillis par Marissa Ribeiro, Linda Marzoug

"N'hésitez pas à nous appeler. On est là"

"Fiertés Colorées représente et défend les droits des personnes LGBTQ+ à travers de la prévention santé, une bibliothèque nommée la "Queerothèque" et des interventions en milieu scolaire et professionnel. Une permanence pour les personnes trans, non-binaires et intersexes est proposée le deuxième samedi du mois et le quatrième lundi de chaque mois. Le premier samedi de chaque mois, une permanence est destinée aux personnes LGBTQ+ demandeuses d'asile.

100 rue Saint-Hilaire à Rouen. <https://www.fiertescolorees.org/>

« QUI PEUT DIRE QUI EST ALIÉNÉ ? »

Dorra Mameri, chercheuse en Histoire contemporaine et en science politique

« J'ai suivi une scolarité à Rouen en parcours littéraire. Je suis allée à l'université à Paris et j'ai étudié l'histoire contemporaine. De longues années d'études universitaires qui m'ont conduite à l'obtention d'un doctorat sur la question religieuse, et plus particulièrement sur celle de l'islam.

En France, il est clair que la question du voile préoccupe. Davantage que l'apparence des hommes. Que la longue barbe, que le qamis, ou que la chéchia, vous voyez ce que je veux dire ? En tout cas la question du voile a fait l'objet d'une très large littérature et d'un affrontement entre les féminismes. Vous voyez ? On a d'un côté une partie du féminisme qui dit le voile est une oppression et que les femmes qui choisissent de le porter le voile sont « aliénées », c'est à dire qu'elles se croient libres, mais ne le sont pas. Des femmes qui portent le foulard et se disent féministes leur répondent : 'non je ne suis pas aliénée, c'est mon libre choix'. Mais les féministes anti-voile vont alors leur dire le propre de l'aliénation, c'est justement de ne pas savoir qu'on est aliénée. Donc le voile, pour elles, c'est forcément le propre d'une forme de domination, de la société patriarcale sur la femme.

Le libre-arbitre des femmes voilées

Dans toutes les recherches que j'ai faites, j'ai approché différentes typologies de femmes, et pas mal de converties. Le voile est aussi un enjeu de mode. En fait, il y a autant de voiles que de raisons de le porter. Je ne sais pas si vous avez déjà entendu parler d'une dame qui s'appelle Mme Ibn Ziaten. C'est la maman d'un militaire tué par Mohamed Merah. Elle lutte inlassablement contre les radicalités religieuses. Elle fait le tour des établissements scolaires. Elle essaie d'apporter un symbole de paix et de vivre ensemble. Cette dame est couverte. Porte le voile. Et donc, est-ce à supposer qu'elle serait dominée ? Est-ce à supposer qu'elle n'aurait pas de libre arbitre ? Certains lui ont rétorqué qu'elle ne peut pas être sincère dans ses propos parce qu'elle porte le voile. Dans l'annulation pure et simple de

la capacité de libre-arbitre de Ibn Ziaten (et d'autres avec elle), il y a clairement la domination d'un groupe sur un autre. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas de domination liée à la tenue vestimentaire.

À la source des dominations : le capital culturel, social et économique

Je pense qu'il ne faut pas se contenter de regarder les dominations liées à la religion mais aussi les autres, qui sont croisées, qui se nourrissent les unes les autres. Ethniques, genrées, ou sociales aussi. Venir d'un quartier défavorisé, avoir peu d'argent, tout cela empêche d'accéder aux grandes écoles, davantage encore que votre nom ou votre religion supposée. Le sociologue Pierre Bourdieu a parlé de différentes sortes de « capital » pour parler de ça : le capital culturel, le capital économique et le capital social. Et en fait, on ne part pas avec les mêmes chances et les mêmes possibilités selon le capital qu'on reçoit, justement. »

Propos recueillis par Farouk Benarab et Belkacem Benarab

Dorra Mameri a soutenu une thèse de doctorat à l'Ecole pratique des hautes études (EPHE). Ses travaux portent sur la Grande Mosquée de Paris (GMP) dans l'islam en France, de sa création à nos jours. Elle enseigne aujourd'hui à l'EHESS et a collaboré au livre *La loi de 1905 n'aura pas lieu écrit par Jean Baubérot*.



« Une bande de jeunes qui débarque dans un tribunal, c'est inhabituel, les policiers étaient direct sur la défensive.

Deuxièmement, est-ce qu'on peut supposer que les appartenances ethniques de certains d'entre nous aient aussi réveillé chez eux des préjugés ?

Maybe »

Belkacem



« LES CATÉGORIES DE RACE ET DE SEXE ONT ÉTÉ INVENTÉES POUR JUSTIFIER LA DOMINATION »

Élise Lemercier, enseignante-chercheuse en sociologie à l'université de Rouen

« Je pensais devenir institutrice, sans doute parce que mes parents l'étaient. Et puis j'ai fait une thèse - je suis la première de ma famille. Mes parents n'étaient pas militants, mais il y avait des valeurs. J'ai milité jeune, d'abord pour les droits des étrangers dans une association antiraciste. Aujourd'hui je suis représentante syndicale, à la FSU. J'ai grandi à la campagne. Quand je suis arrivée en ville, j'ai subi beaucoup de stigmatisation. Mais comme je viens d'un milieu social qui n'est pas défavorisé, comme je ne suis pas racisée, ça n'a pas eu d'effet au long cours sur ma trajectoire sociale. Enfant, j'avais un copain adopté qui avait grandi dans les bidonvilles de Colombie et subissait le racisme. C'est comme ça que je me suis intéressée beaucoup aux questions de racisme, dans un premier temps.

Vivre le sexismepuis en prendre conscience

J'ai vécu le sexismepuis en prendre conscience dans un précédent travail, un chef qui me rabaissait, qui m'avait convoqué dans un bureau en me plaçant dans un coin pour que je ne bouge plus et qui ne me laissait pas parler - une prise de pouvoir sur l'espace assez classique. C'est grâce à la rencontre avec des femmes plus âgées et féministes, dans un autre travail, que j'ai compris ce que j'avais vécu. Il y a parfois un décalage entre le moment où on vit le truc et la prise de conscience. C'est classique dans l'expérience des discriminations : on a tendance à affaiblir ce qu'on est en train de vivre, souvent pour tenir et continuer à avancer dans la vie. On dit souvent que les victimes de discrimination exagèrent. En réalité, c'est l'inverse, c'est-à-dire qu'on a plutôt tendance à euphémiser.

La réalité ne rentre pas dans les cases

Les mécanismes de domination, c'est quand des catégories sont figées, hiérarchisées, servent de support à des inégalités. Il y a domination quand un groupe s'approprie les ressources d'un autre. Lorsque le masculin et le féminin sont figés, il s'agit aussi d'une construction. La réalité biologique montre qu'il existe plein de cas qui ne correspondent pas aux deux catégories figées, comme les personnes intersexes, dont les caractéristiques sexuelles montrent

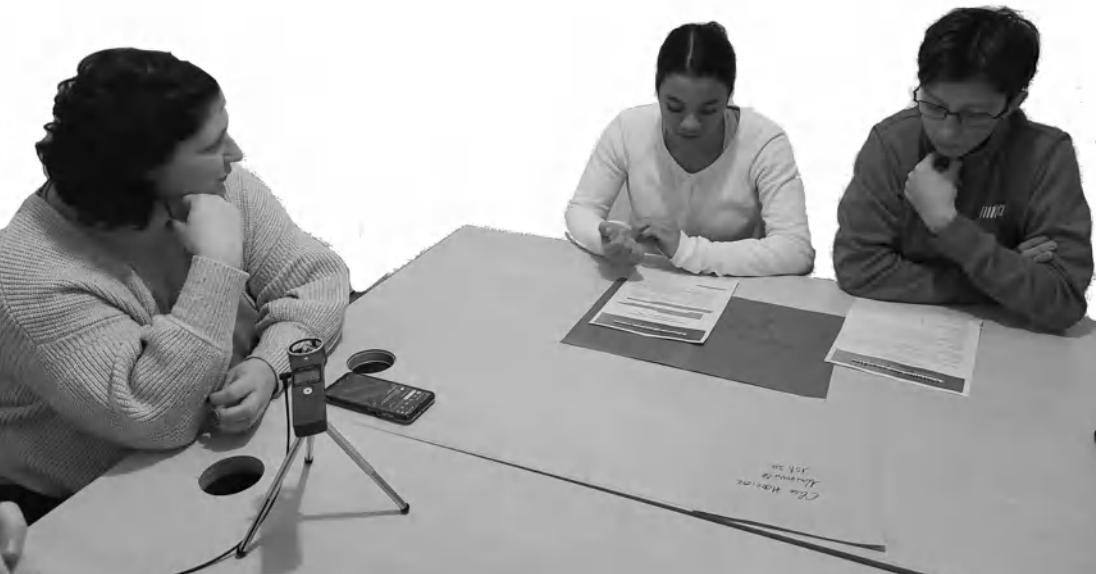
les variations possibles qui ne rentrent pas dans des cases. Pour certaines personnes ont un sexe qui pourrait être décrit aussi bien comme un « micropénis » que comme un « maxiclitoris ». Le corps médical et la société ne supportent pas de voir ça, parce qu'il faut que chacun·e rentre dans une case. Donc, ce qui se passe, c'est que ces personnes subissent des opérations chirurgicales. Pour les normaliser.

On pense souvent que c'est parce qu'il y a des hommes et des femmes qu'il y a du sexism. En fait les catégories « homme » et « femme » ont été inventées pour justifier la domination, comme les catégories raciales pour justifier l'esclavage, puis la colonisation, donc l'appropriation des richesses. Le sexism permet aux hommes de s'approprier le travail gratuit des femmes, les tâches domestiques, la charge mentale, etc.

Je fais actuellement une enquête sur la protection de l'enfance : j'ai commencé à regarder sous l'angle du sexism et du racisme puis j'ai réalisé qu'il y avait beaucoup de rapports de dominations axés sur l'âge. Ce n'était pas mon point de départ ! Mais ça se fabrique ensemble. Le mot qu'on utilise dans la science pour parler de ces croisements entre dominations, c'est 'intersectionnalité' ».

Propos recueillis par Alyia Otayek Louis Charles et Nesrine Ibaouene

Élise Lemercier a co-dirigé un numéro de la revue *Criminologies* intitulé "L'épreuve des profilages et des discriminations" et participé à l'ouvrage collectif *Colonisations. Notre histoire en écrivant le chapitre "Mayotte, un régime d'exception"* avec Myriam Hachimi Alaoui et Élise Palomares.



« FAIRE ÉVOLUER LES MENTALITÉS GRÂCE AUX LOIS »

Laura Slimani, adjointe au maire de Rouen, en charge de la démocratie participative et l'égalité femmes-hommes, de la lutte contre les discriminations et le handicap.

« Je suis fille de professeur-e, j'ai grandi dans un milieu aisé à Rouen. Ma mère est de la petite bourgeoisie blanche. Mon père, par contre, vient d'une famille ouvrière immigrée algérienne qui a connu la pauvreté. Ils n'étaient pas militants. J'ai été élevée comme l'égale de mon frère, ce qui n'est pas le cas de ma mère, encore moins celui de mes grands-mères. Je sais le passé de ma famille, arrivée en tant qu'immigrés dans les années 1950 en France dans des conditions de vie déplorables. Je n'ai pas souvent été victime de racisme : mon nom de famille atteste de mes origines mais j'ai la peau claire, contrairement à mon frère qui a vécu beaucoup de contrôles au faciès abusifs.

Une position plutôt dominante, et pourtant

J'ai été construite comme une femme dans ce monde sexiste et oui j'ai vécu des formes de violences sexuelles dans certaines de mes relations avec les hommes. Comme tant d'autres, j'ai subi le harcèlement de rue. En conseil municipal, ma parole est moins écoutée. J'ai été harcelée sur les réseaux sociaux suite à un passage média. Mais j'ai des ressources, symboliques et financières pour y faire face. Aujourd'hui, vu mon parcours, vu aussi que je suis valide, j'ai conscience d'être dans une position privilégiée. À plein d'endroits, d'une certaine manière, je suis plutôt une dominante qu'une dominée. Je tente de ne pas invisibiliser une discrimination pour une autre. Également de visibiliser celles qui se croisent : quand on sait que ce sont massivement des femmes qui exercent les métiers peu rémunérateurs d'aide à la personne, du ménage, il ne s'agit pas seulement d'une inégalité de genre. Ce sont aussi des femmes issues de l'immigration, issues des quartiers populaires.

La justice n'est pas à la hauteur

Selon moi, la lutte contre les mécanismes de domination passe par des actions positives, donc des lois et de la contrainte. J'ai vu comment dans le domaine du handicap, les législations ont permis de faire avancer les choses. Les lois ne sont pas à la hauteur sur la question des enquêtes et de la justice face aux violences sexuelles faites aux femmes. Et les mentalités changent grâce aux lois ! Rappelons-nous de la parité ou bien de la peine de mort. En 1981, quand Mitterrand l'a aboli, la majorité des gens était encore pour. Aujourd'hui, la population est massivement contre la peine de mort. Je trouve le verdict du procès des viols de Mazan décevant. C'est vraiment en deçà de ce que les juges auraient pu décider, et en deçà aussi de ce que le parquet avait demandé. Les 51 hommes qui ont violé Gisèle Pélicot n'ont pas eu des peines suffisantes. Ce n'est pas seulement son mari le problème, c'est tous les autres qui ont estimé que le corps des femmes est à leur disposition. Ça révèle bien que la justice est encore imprégnée par des représentations sexistes. »

Propos recueillis par Alyia Otayek Louis Charles

Née à Rouen, Laura Slimani s'engage aux jeunes socialistes durant ses études et en devient présidente en 2013. Elle a été membre du Parti socialiste avant de rejoindre Génération.s, initié par Benoît Hamon, au lendemain de la présidentielle de 2017. Elle travaille aujourd'hui pour la Fondation des femmes.

« SE SYNDIQUER POUR FAIRE FACE AUX PATRONS »

Christine Poupin, militante féministe et anticapitaliste

« Je viens d'un milieu très modeste. Quand j'étais étudiante, je travaillais comme femme de ménage. Une fois, je bossais dans une petite entreprise familiale qui fait les plombs pour les cannes à pêche. Les conditions de travail étaient dégueulasses, c'était surtout des femmes qui travaillaient.

Je ne laverai pas votre voiture, Monsieur

Un jour, le patron me tend une brosse et me dit "*il faut brosser les sièges de ma voiture*". Non, je ne l'ai pas fait parce que ce n'était pas mon travail. "*Ce n'est pas pour ça que vous m'avez embauchée, je dis. Je n'ai pas à m'occuper des sièges de votre voiture*". "*Ce n'est pas la peine de revenir*" il me répond. Licenciée. Ce qui m'a remonté le moral, ce jour-là, c'est le regard des ouvrières. J'ai vu que ça leur avait fait du bien. Ensuite j'ai été embauchée à un poste plus qualifié dans une entreprise de la chimie et je suis devenue déléguée du personnel et militante syndicale. Ça permet de résister à la domination, y compris à la domination au quotidien. En gros, les chefs, ils n'osent pas parler de la même façon quand ils savent qu'on est syndiqué, et encore plus si on est délégué du personnel car on est « protégé ». Ils savent qu'ils ne peuvent pas nous virer juste parce qu'on a dit un mot de travers.



Karl Marx et l'exploitation

J'ai commencé à lutter dans les années 1970, il y avait un grand mouvement lycén, on se mobilisait autour de l'antimilitarisme (à l'époque il y avait un service militaire obligatoire pour les jeunes hommes), de la dépénalisation de l'avortement, ... Je suis une « marxiste », c'est-à-dire que ma vision politique s'inspire beaucoup de ce qu'a écrit Karl Marx. C'est un « vieux monsieur », ses écrits datent du XIXème siècle, donc ça nous renvoie loin. Il a expliqué que nos salaires ne paient qu'une toute partie de ce qu'on produit quand on travaille. Et qu'une grande partie de notre travail, en fait, est appropriée par ce qu'on appelle les capitalistes, qui sont ceux qui possèdent les usines, les outils, etc. J'ai travaillé dans une filiale du groupe Total. Le groupe Total, c'est un des groupes les plus riches en France, avec des actionnaires qui touchent beaucoup, et même dans un grand groupe comme ça, il y a des gens qui travaillent et qui gagnent à peine le SMIC, par exemple.

Au-delà du salaire, il y a aussi le problème de la maîtrise de son propre travail. Dans des réunions avec la hiérarchie de l'entreprise, on me disait souvent « *mais madame, ce n'est pas vous qui organisez le travail* ». Je sais bien, mais c'est bien ça le problème, justement. Les gens qui travaillent connaissent leur travail et devraient pouvoir l'organiser. Quand on n'a pas de maîtrise sur son travail, ça crée de la souffrance, là aussi il y a de la domination. On voit ça particulièrement dans la santé, des métiers extrêmement utiles à la société, mais où les gens souffrent d'être empêchés de bien faire leur travail. Le nombre d'infirmiers et d'infirmières qui se disent 'mais on maltraite les patients, ce n'est pas possible, on n'a pas le temps de bien faire notre travail'. Dans mon cas, je ne considérais même pas mon travail comme utile, puisque l'entreprise produisait des engrains chimiques et que moi, du point de mon vue de mon engagement écolo, je pense qu'il faut arrêter la production de ces engrains très néfastes pour les sols comme pour les paysannes et les paysans. Donc j'avais, en plus, un conflit de valeurs avec mon travail. »

Propos recueillis par Abraham Bekkay et Nasri Malide

Christine Poupin est porte-parole du Nouveau Parti Anticapitaliste. Elle a été syndicaliste dans l'industrie chimique.

« Mes parents ne montreront jamais que c'est une difficulté de venir des Hauts de Rouen. Maintenant que je suis grand, j'ai compris, j'ai vu ma tutrice de stage à l'agence d'assurance choquée quand je lui ai dis d'où je venais. »

Farouk

« CHANGER L'ÉCOLE ET CHANGER LA SOCIÉTÉ »

Ugo Palheta,

sociologue, maître de conférences à l'université de Lille

« Je viens de la petite classe moyenne : mon père, commerçant sur les marchés, est d'origine portugaise, il vivait en bidonville à son arrivée en France. Ma mère a été documentaliste, elle avait la fibre sociale, elle était syndiquée. Mes parents n'étaient pas militants mais ils m'ont transmis qu'il ne fallait pas considérer que le monde tel qu'il est devrait rester comme ça. C'est quand je suis rentré à Sciences Po, à Paris, que j'ai découvert la bourgeoisie. Tout à coup je côtoyais des gens extrêmement privilégiés par rapport à moi, qui vis dans une chambre de bonne avec les toilettes sur le palier. Ils étaient hyper à l'aise, en toute circonstance, comme s'ils étaient chez eux. Moi je flippais ! Je me suis mis à travailler comme un fou : ça s'appelle de la sur-adaptation.

Une poignée de gens possèdent presque tout, c'est le capitalisme

La domination, c'est une manière de faire violence qui ne passe pas par la violence physique. Soumettre un individu ou un groupe social en lui faisant croire que c'est normal qu'il soit soumis. En invoquant la nature, la tradition ou la religion. Les femmes sont inférieures aux hommes ? « C'est la nature. » Comme lorsque la colonisation a été justifiée par une civilisation « supérieure ». La question importante c'est : pourquoi on accepte cette soumission ?

J'ai d'abord beaucoup travaillé sur la domination scolaire. J'ai montré que l'école aide un certain nombre de gens, déjà dominants dans la société, à occuper des postes supérieurs et en enferme d'autres dans des positions dominées. En quelque sorte, « chacun est là où il doit être » parce que l'école a décidé que ce serait comme ça et ce serait « normal ». Pour imaginer changer les rapports de domination à l'école, il faut changer aussi la société. L'école

qu'on connaît est adaptée à une société très inégalitaire. Moi j'aimerais une école dans laquelle il y a moins de compétition et plus de coopération, dans laquelle il y ait plus de moyens pour permettre à chacun et chacune d'acquérir les savoirs qu'on pense importants. Le capitalisme, c'est un système économique qui repose notamment sur le pouvoir qu'ont ceux qui sont propriétaires du capital des entreprises. Une grande partie de nos existences sont déterminées par les décisions prises par une poignée de gens qui justement possède les grands groupes et dont le but est le profit maximal. C'est cette petite poignée de personnes qui se retrouve responsables de la surproduction et des grands problèmes environnementaux.

Des conquêtes sociales mais plus d'inégalités qu'avant

Si on compare la situation actuelle avec le début du 20e siècle, il y a des choses qui sont moins difficiles aujourd'hui. Avant les années 1950, on se soignait moins bien, et on n'avait pas la sécurité sociale, il n'y avait pas de système de retraite, ce qui faisait qu'en général les vieux mouraient dans la misère et étaient hyper dépendants de leur famille. Ça a changé grâce aux conquêtes sociales. Mais : les inégalités ont explosé, les riches n'ont jamais été aussi riches qu'aujourd'hui. Dans toute l'histoire de la planète, c'est difficile d'imaginer une période dans laquelle vous aviez, comme aujourd'hui, peut-être une dizaine de personnes au monde qui possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est-à-dire 3,7 milliards de personnes, je crois, à peu près.

Propos recueillis par Soukaina El Mahi et Belkacem Benarab

Ugo Palheta est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels Comment le fascisme gagne la France (La Découverte, 2025) Défaire le racisme, affronter le fascisme (avec Omar Slaouti, La Dispute, 2022) ou La Nouvelle Internationale fasciste (Textuel, 2022). Il est codirecteur de la revue en ligne Contretemps et anime un podcast sur les extrêmes droites intitulé "Minuit dans le siècle".





« LES JUGES ONT PLUS DE SYMPATHIE AVEC LES PERSONNES QUI LEUR RESSEMBLENT »

Chloé Chalot, avocate au barreau de Rouen

« J'ai toujours voulu être avocate. Je viens d'un milieu social très populaire, ouvrier. J'étais la première de tous mes cousin·es à avoir le bac, mes parents ont fait pas mal de sacrifices pour que je puisse faire mes études. Mon milieu social d'origine, ça me donne une sensibilité qui est peut-être différente par rapport à d'autres avocats.

Justice de classe

Socialement, je vois une différence entre les différentes personnes qui sont jugées, une forme de « justice de classe ». La dernière fois, il y avait le procès de l'animateur TV connu Stéphane Plaza, ça a duré une journée entière, un vrai procès. Alors que les dossiers d'agression sexuelle à Rouen, ça dure 25 minutes. Je pense que les juges aussi ont un biais : ils ont beaucoup plus de sympathie envers les gens qui leur ressemblent. Une fois, j'ai défendu quelqu'un qui était accusé de viol qui était très propre sur lui. Qui a dit « je m'excuse » en regardant ses pieds. Et il n'est pas allé en prison alors qu'il avait commis un crime. Alors qu'un autre client dont je me souviens, qui dormait dans un hall d'immeuble et dérangeait les locataires, a été condamné alors qu'il n'avait commis que des menaces (*"je vais revenir et tout cramer"*). Clairement, c'est le profil social qui a joué. Bref, les injustices, je les vois vraiment tous les jours. Même s'il y a des contre-exemples. J'ai défendu un SDF qui était dans la rue, qui avait un couteau suisse sur lui pour faire des sandwichs, qui a été arrêté pour port d'arme. Il est passé en comparution immédiate, j'ai tout donné. Je suis tombée sur un juge qui avait un très gros caractère : *« Maître, je suis d'accord avec vous. Monsieur le procureur, vous devriez avoir honte.* » Le type a été relaxé. C'est rare, les juges comme ça. Il y en a beaucoup qui se cachent derrière la loi, *« Non, c'est la loi, je ne peux pas faire autrement.* »

Dépasser l'intimidation de la police

Vous me racontez que la police a été dure avec vous à l'entrée du palais de justice, plus qu'avec les autres personnes, ça ne m'étonne pas. Ça fait des années que je côtoie les policiers dans le cadre de mon exercice professionnel. Pour moi, maintenant, ce sont des hommes complètement ordinaires. L'uniforme ne m'intimide plus du tout. Je suis habituée à interagir avec eux, à leur dire *« moi, je ne suis pas d'accord avec vous, là, ce que vous faites, ce n'est pas bien* ». Et c'est parce que j'ai cette place d'avocate que j'ai la possibilité de le faire. Je vois bien que la population n'a pas cette possibilité-là. Aussi parce que les policiers se croient autorisés à faire usage de la force de façon très rapide et qu'on sait, quand on parle à un policier, qu'il peut nous mettre une contravention, qu'il peut nous soupçonner d'outrage, qu'il peut potentiellement avoir un comportement brusque avec nous, voire brusque physiquement. Ça intimide une bonne partie de la population et je pense que c'est une forme de domination. Une personne avec un uniforme dont vous savez qu'il a la stature sociale d'un policier et cette place dans la société qui vous parle, ce n'est pas comme votre boulanger. Lui ne pourra pas vous dire *« Ramasse ta gourde »* ou *« Dépêche-toi »*.

Propos recueillis par Alyia Otayek Louis Charles et Nasri Malide

« LES VIOLENCES POLICIÈRES MAINTIENNENT L'ORDRE SOCIAL »

Thomas Cuvelier et doctorant sur les traumas dus aux violences policières

« La police a pour fonction officielle de « maintenir l'ordre », et on peut comprendre ça comme un maintien de l'ordre social, et donc de maintien des différentes dominations : que chacun reste à sa place. Les violences policières, ce ne sont pas juste les personnes qui ont reçu des coups. C'est aussi le harcèlement dans la rue, dans certains quartiers. Des violences verbales aussi, dont sont capables les policiers. Avec des intimidations terribles, parfois. Le « public » de la police, ce sont le plus souvent les jeunes, en particulier les racisés, et s'ils portent un survêtement, ils sont encore plus ciblés. La police fonctionne avec des clichés et les renforcent.

Le retour des gueules cassées

Moi j'étudie les victimes de violence policière lors de manifestations. Je n'en ai pas subi moi-même mais j'ai souvent vécu l'angoisse de les subir, et un ami à moi est allé jusqu'à perdre un œil. Je pense que les violences policières ont une histoire, qui s'inscrit dans l'histoire des brutalités du 19e et du 20e siècle en particulier. Donc liées à la colonisation et aux guerres mondiales. La première guerre mondiale, c'est des millions de morts, dans des conditions atroces. Ce que j'observe en travaillant avec les victimes de violences policières aujourd'hui, c'est qu'il y a des traits communs avec les descriptions des symptômes psychologiques des soldats de la Première Guerre mondiale. D'où ma reprise du terme de « gueule cassée », qu'on utilisait à propos des soldats qui s'étaient pris un obus. Les effets des violences policières ne s'arrêtent pas aux victimes. Leurs proches, les témoins peuvent aussi être traumatisés. Ce sont les mêmes mécanismes quand on est enfant et que, par exemple, nos parents se font violence entre eux. C'est ça aussi les mécanismes de domination.

Visibiliser les violences policières et interdire certaines armes

J'essaie de lutter contre les violences policières en les rendant publiques, en en parlant lors de procès ou dans des journaux. Les dirigeants peuvent encore souvent dire que « ça n'existe pas » alors que si, ça existe ! Il y a plein d'autres manières de lutter. Il y a des collectifs de blessés qui prennent la parole, qui organisent des manifestations. Une des revendications contre les violences policières est l'interdiction de certaines armes, comme les grenades de désencerclement et assourdissantes. Ce sont des grenades où il y a un petit peu de dynamite dedans, de la TNT. Une autre action possible serait de perturber le salon Milipol, qui est un salon de l'armement qui a lieu en France, à Paris. Il faut savoir qu'un des secteurs économiques où la France est performante, c'est aussi la production d'armes à létalité réduite, qu'elle vend ensuite dans d'autres pays, tels qu'Israël.

Tous les policiers sont-ils racistes et d'extrême-droite ? Malheureusement ils sont en effet très nombreux à l'être. Mais le rôle social de la police dépasse les opinions individuelles de chaque policier. On peut très bien être gentil, on peut adhérer au seul syndicat de police qui défend les droits des LGBT, et par ailleurs éborgner des gens en manifestation. On peut tout à fait être une bonne personne et exercer un métier qui exerce une violence sociale terrible.

Propos recueillis par Ulysse Hervé et Nesrine Ibaouene

Thomas Cuvelier est l'auteur de l'article Gueules cassées 2020. Traumatisme au temps des armes à létalité réduite, paru en 2020 dans Raison présente. <https://doi.org/10.3917/rpre.216.0067>.

**« J'AI UN TOIT SUR LA TÊTE,
JE SUIS DANS UN BON LYCÉE,
JE NE ME PLAINS PAS.
JE VOUDRAIS DEVENIR
AVOCAT OU JUGE, CONTRE
LES INJUSTICES.
C'EST MON OBJECTIF
D'AIDER LES PERSONNES
VICTIMES D'INJUSTICE,
QU'ELLES QU'ELLES
SOIENT. »**

ABRAHAM

UNIS DANS
LA DIVERSITÉ

FORTS
CONTRE

LES
DISCRIMINATIONS

